Contre la « Belle alliance populaire », construire la campagne de Philippe Poutou !

Cette semaine, nous allons beaucoup entendre parler de la « Belle alliance populaire ». De quoi s'agit-il ? Cette étiquette a été inventée par l'appareil du PS et ses partis-satellites (Parti écologiste, UDE et PRG) pour servir de cadre aux « primaires de la gauche » dont le premier tour aura lieu le 22 janvier et le second tour le 29 janvier. C'est un moyen d'occuper l'espace médiatique avec quatre débats télévisés en direct (12, 15, 19, 25 janvier). Pendant ce temps, les élections syndicales pour les très petites entreprises (TPE), qui concernent plus de 4 500 000 salarié-e-s, passent quasiment inaperçues. Les différents candidats vont s'efforcer de séduire l'électorat de gauche, et ensuite, celui/celle qui aura l'investiture fera un virage à droite pour concurrencer François Fillon. Pour nous au NPA, il ne saurait être question de participer à cette mascarade.

Parmi les sept candidat-e-s, certain-e-s veulent se donner un profil « de gauche » ou « écologiste ». Ainsi, Benoît Hamon (PS), ministre de 2012 à 2014, promet d'abroger la loi Travail, lui qui avait signé une motion de censure contre le gouvernement au mois de mai. On se rappelle qu'il s'était montré inconséquent, en refusant de voter la motion de censure commune avec l'UMP qui aurait fait chuter le gouvernement Valls. Par la suite, il est resté au PS alors que la seule conclusion logique, pour un « frondeur », était de le quitter. Arnaud Montebourg, également ministre de 2012 à 2014, promet la même chose, mais il reste également au PS, et son programme semble une version diluée du programme réformiste défendu par Mélenchon (réforme constitutionnelle et « patriotisme économique »). Vincent Peillon veut seulement revoir des dispositions de la loi Travail, sans l'abroger, et son projet consiste surtout en une relance de la construction européenne au service des capitalistes. Quant aux candidat-e-s « écologistes » François de Rugy et Jean-Jacques Bennhamias, ils proposent différentes nuances de capitalisme vert, avec des propositions clairement inspirées par les intérêts des patrons et des actionnaires. La présidente du PRG, Sylvia Pinel, saupoudre son programme néo-libéral de quelques mesures sociétales progressistes (PMA pour tou-t-s, droit de mourir dignement…).

Quant à Manuel Valls, qui incarne la continuité avec François Hollande, la télévision d'État (France 2) lui a déjà offert deux heures de direct ce jeudi 5 janvier. Malgré un format d'émission qui lui était favorable, il n'a convaincu que 29 % des spectateurs/trices, moins que Hamon et Montebourg. Pour justifier son retournement de veste sur le 49-3, qu'il propose maintenant de retirer de la Constitution, il a osé

prétendre que le recours au 49-3 sur la loi Travail lui avait été imposé. Sa confrontation avec Attika Trabelsi, militante associative à Ivry-sur-Seine et femme voilée, et Cédric Herrou, mis en accusation pour avoir accueilli des migrant-e-s à la frontière italienne, a montré la vraie teneur de son programme : le renforcement autoritaire de l'État.

Nous dénonçons ces débats entre larbins du système ! La « primaire de gauche » n'est qu'un leurre pour que les travailleur-e-s votent toujours plus à droite. Gérard Filoche en a même été évincé sans aucune raison, si ce n'est d'encore moins parler des luttes sociales, et de laisser encore moins de contradiction dans ce discours formaté. La seule solution pour de véritables progrès sociaux, c'est un grand mouvement des exploité-e-s et des opprimé-e-s, qui soit assez fort pour se poser en contre-pouvoir à l'État et au Capital. Aujourd'hui, la construction de ce mouvement passe par la campagne de Philippe Poutou, qui doit servir à défendre les revendications de notre camp social en dessinant la perspective d'une prise du pouvoir économique et politique par les classes laborieuses.

Gaston Lefranc;Lakhdar Bouazizi;Tristan Daul, le 10 janvier 2017